

## « Le processus de Bologne a rendu l'enseignement supérieur français meilleur » (Frédérique Vidal)

Paris - Publié le jeudi 24 mai 2018 à 16 h 00 - Actualité n° 120828

« L'enseignement supérieur français était de très grande qualité : le processus de Bologne l'a rendu meilleur encore. Grâce à sa culture de l'autoévaluation. Grâce à sa culture de l'échange, soutenue par des programmes de l'Union européenne comme Erasmus. La progression du plurilinguisme parmi les étudiants français en est la preuve. Le LMD en est la preuve. C'est parce qu'il incarne un formidable accélérateur de progrès que la communauté de notre pays doit résolument s'emparer du processus de Bologne pour valoriser l'enseignement supérieur français, pour conforter sa qualité et son attractivité », déclare [Frédérique Vidal](#), ministre de l'Esri, le 23/05/2018 en Sorbonne.

Elle s'exprimait lors d'une cérémonie célébrant les 30 ans de la Magna Charta Universitatum et les 20 ans de la Déclaration de la Sorbonne — deux événements majeurs dans la construction du processus de Bologne —, et à la veille de l'ouverture de la Conférence ministérielle de l'EHEA, organisée à Paris, les 24 et 25/05/2018, la France assurant depuis 2015 le secrétariat exécutif du processus de Bologne.

Soulignant « la forte mobilisation des universités, écoles, personnels, étudiants français, en amont de la conférence ministérielle », la ministre appelle à ce « que cet élan continue » : « Que l'Europe ne soit pas simplement l'invitée des 24 et 25/05/2018, mais qu'elle soit chez elle en France, qu'elle soit présente tous les jours dans nos campus, dans nos laboratoires, dans nos bibliothèques. Dans nos réflexions, dans nos ambitions, dans nos parcours, dans nos pédagogies », ajoute-t-elle.

Lors de cette cérémonie à laquelle assistaient notamment Luigi Berlinguer et Jürgen Rüttgers, les ministres de la recherche italien et allemand en poste en 1998, signataires de la Déclaration de la Sorbonne avec leurs homologues français Claude Allègre et britannique Tessa Blackstone, plusieurs représentants actuels d'organisations européennes ont également témoigné des apports de ce processus.

- « Nous avons collectivement bâti un chef d'œuvre, qui a permis d'aller vers une meilleure reconnaissance, attractivité et employabilité des étudiants, au sein d'un système à 48 pays et ouvert à d'autres partenaires », déclare Stéphane Lauwick, président d'Eurashe (European association of institutions in higher education).
- Pour Susan Flocken, directrice de Education international, « tant de choses sont arrivées grâce au processus de Bologne en matière de promotion des valeurs européennes, et notamment la liberté académique et scientifique ».

Dans son discours, Frédérique Vidal est revenue sur les étapes de la construction du processus de Bologne. Elle a aussi souligné les apports de la Déclaration de la Sorbonne, adoptée en 1998 par les ministres français, italien, allemand et britannique en charge de l'enseignement supérieur, à l'initiative du ministre français Claude Allègre.

### L'ouverture des universités

« Les piliers de l'espace européen de l'enseignement supérieur, ce sont les valeurs inaliénables proclamées en 1988 dans la Magna Charta Universitatum. Les libertés d'enseigner et de chercher, l'indépendance des établissements y sont défendues avec une conviction qu'il est essentiel de réaffirmer aujourd'hui, alors qu'elles sont parfois menacées sur notre continent même.

Si l'essence des universités et des écoles tient dans ces droits fondamentaux, la Déclaration de la Sorbonne ajoute une nouvelle dimension : l'ouverture. Les établissements d'enseignement supérieur demeurent des bastions du savoir, mais leurs portes sont grand ouvertes. Ils se définissent comme des lieux accessibles à tous, tout au long de l'existence. C'est l'adéquation entre l'université et un âge de la vie qui commence à se fissurer à mesure qu'une autre idée se fait jour : la certitude qu'on n'a jamais fini d'apprendre et de se former.

### Une architecture commune

Au-delà de valeurs partagées, les quatre ministres visionnaires entendent doter l'EEES d'une architecture commune, qui permette aux différents systèmes européens de se comprendre et d'être lisibles du reste du monde. La *Déclaration de la Sorbonne* en définit les lignes de force en proposant une articulation des études en deux cycles et leur traduction en crédits. (...)

### Une méthode : harmoniser dans la diversité...

J'en viens donc à ce que je considère comme le legs le plus important de la Déclaration de la Sorbonne : la méthode qu'elle préfigure. Au-delà des mots, par l'acte même qu'elle pose, elle dit comment construire un espace européen de l'enseignement supérieur.

*"Harmoniser l'architecture du système européen d'enseignement supérieur"*, voilà son sous-titre. Harmoniser, c'est permettre à chacun de jouer sa partie, au service d'un accord global et d'un résultat cohérent. La diversité des systèmes nationaux est pleinement assumée, reconnue et conçue comme une force, comme une richesse, comme une opportunité de faire jaillir de ces différences des orientations innovantes.

De fait, leur convergence vers des objectifs communs est aussi pensée comme un levier pour les faire progresser individuellement, pour dépasser des blocages qui ne pouvaient l'être dans un cadre de réflexion et de réformes nationales. Nous le savons bien, nous Français qui n'aurions sans doute pas pu, sans Bologne, mettre fin à la sélection entre la 1<sup>re</sup> et la 2<sup>e</sup> année de master.

### ... sans contraindre

Ce qui caractérise également cette méthode, c'est le refus d'harmoniser par la loi ou par la norme, c'est le choix de s'appuyer sur la conviction plutôt que sur la contrainte, sur l'engagement plutôt que sur l'acceptation. La compréhension de l'intérêt mutuel comme seul moteur du changement, voilà une idée très novatrice qui va s'inscrire profondément dans l'ADN de Bologne.

C'est tout le sens de l'appel sur lequel s'achève la *Déclaration de la Sorbonne* : créer un mouvement, donner aux convictions partagées par quatre ministres européens le pouvoir d'aimantation nécessaire pour agréger d'autres volontés. Ce charisme des idées aura le succès que nous connaissons : 20 ans plus tard, 48 états sont impliqués dans le processus de Bologne.

En inscrivant le processus de Bologne dans une dynamique ouverte et souple, la *Déclaration de la Sorbonne* lui a donné la plasticité nécessaire pour pouvoir évoluer avec nos sociétés et intégrer pleinement leurs nouveaux défis. »

## Les engagements de la Déclaration de la Sorbonne

Avec cette déclaration, les quatre pays (France, Allemagne, Italie, Royaume-Uni) se sont engagés en faveur :

- d'une Europe du savoir (dans ses dimensions intellectuelles, culturelles, sociales, techniques) et pas seulement d'une Europe de l'euro ;
- d'une conception de la formation qui se déroule « tout au long de la vie », nos sociétés étant au seuil de changements majeurs en matière d'éducation et de conditions de travail ;
- de l'élaboration d'une structuration des formations en deux cycles permettant de promouvoir la mobilité et de faciliter les équivalences (ECTS, semestre de mobilité) dans le respect des diversités ;
- de l'élaboration d'un cadre commun de référence pour améliorer la lisibilité des diplômes d'une Europe du savoir.

L'EHEA indique que « tous ces engagements se résument dans la volonté des Etats signataires de créer un Espace européen de l'enseignement supérieur. » Ils préfigurent la Déclaration de Bologne signée par les ministres en charge de l'enseignement supérieur de 29 Etats le 19/06/1999.

## La Déclaration de la Sorbonne 20 ans après

« Développer la mobilité pédagogique »

Rolf Tarrach, président de l'EUA, rappelle que l'histoire de l'association est liée à celle du processus de Bologne, et depuis « elle œuvre à l'implémentation du processus de Bologne » auprès de ses membres, et en accompagnant la construction de l'espace européen d'enseignement supérieur : « Nous aidons nos membres en leur permettant de se connaître, de discuter, de se comparer, et de travailler ensemble sur de nombreux sujets ».

Il mentionne deux pistes d'amélioration :

- Développer la mobilité des enseignants : « Il est plutôt facile pour les enseignants-chercheurs dans le cadre de leurs activités de recherche, mais moins d'enseignement. C'est un problème qui reflète le manque d'importance donné à la pédagogie, notamment pour la carrière des E.-C. Cela doit changer. »
- Aller vers plus d'harmonisation : « Le système a besoin de diversité, mais nous devons aussi bâtir un système harmonisé, car trop de différences entre les États empêchent d'établir la confiance, ce qui freine la mobilité et les échanges ».

« Le processus de Bologne n'est pas terminé »

« Bologne n'est pas un système rigide : les outils et les règles ne sont pas un problème, indique Stéphane Lauwick, président d'Eurasche. En revanche, il y a des progrès à faire, notamment pour améliorer la comparaison entre pays, et pour accompagner l'implémentation qui ne va pas au même rythme partout. Ceux qui pensent que le processus de Bologne est achevé ont tort. Nous pourrions bien avoir encore pour 20 ans de travail ! »

« Il faut que l'ESR devienne une priorité des États »

« Beaucoup a été fait grâce au processus de Bologne, en matière de promotion des libertés académiques et scientifiques ou de qualité. Mais on voit aussi de plus en plus un manque de financement public de l'enseignement supérieur et la recherche, et un mouvement de privatisation. Il faut que l'ESR devienne une priorité des États », déclare Susan Flocken, directrice de Education international.

Elle appelle aussi à « développer l'attractivité des métiers de l'ESR, par de meilleurs salaires, une plus grande reconnaissance des acteurs, et une lutte contre la précarité des postes. C'est ce qui permettra de valoriser ce processus ».

« Aider les étudiants à faire des choix plus audacieux »

« On peut se réjouir de ce que Bologne a produit, mais il faut aller plus loin. On devrait multiplier par deux au moins le nombre d'étudiants en mobilité, et équilibrer les échanges. Aujourd'hui, trop peu d'étudiants ont les moyens de bouger, et parmi ceux qui le font, beaucoup viennent du Nord-Est de l'Europe et se rendent dans le Nord-Est. Il faut aider les étudiants à faire des choix plus audacieux », déclare Helge Schwitters, président d'ESU (European students union).

Selon lui, la Déclaration de la Sorbonne était « ambitieuse et a contribué à construire l'Europe », mais aujourd'hui « nos démocraties doivent être interrogées sur leur fonctionnement, et les universités peuvent en être des acteurs ».

Il revient aussi sur Egar, le système commun d'assurance qualité, estimant qu'il est « important dans les valeurs qu'il transmet, pour permettre une mobilité dans un cadre de qualité, et par le fait qu'il appartient aux établissements universitaires eux-mêmes, ce qui en fait un système qui n'est pas guidé par des intérêts économiques ».

« Nos sociétés ont besoin de personnes formées en dehors de leur pays »

« Le processus de Bologne constitue une grande avancée, notamment par le développement de la mobilité. Nos sociétés ont besoin de personnes formées en dehors de leur pays, pour répondre aux enjeux actuels : mondialisation, interculturalité, mais aussi l'avènement du numérique », déclare Gerhard Braun, de Business Europe.

Il souhaite que « les liens entre l'éducation et le monde socio-économique soient renforcés, notamment dans certains pays où ils se rencontrent peu ».

« Les universités doivent transmettre la culture européenne »

« Nous avons une tâche modeste, mais importante : il s'agit de créer un environnement favorable à la confiance et à la transparence pour les acteurs de l'enseignement supérieur, et même au-delà puisqu'il concerne les étudiants et leurs familles, ou encore le monde socio-économique », indique Karl Dittrich, président d'Egar.

Pour le futur, il souhaite que de nouveaux membres rejoignent Egar et « invite les ministres et leurs représentants présents à encourager leurs agences nationales d'assurance qualité à faire partie de la communauté responsable de la qualité de l'enseignement supérieur ».

Selon lui, l'Europe est à un moment charnière : « Après la mise en place des règles et leur implémentation vient l'ère de l'identité et de la culture européenne, fondée sur l'équilibre entre le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest. J'espère que les universités vont s'investir pour transmettre cette culture aux étudiants. Ce ne sont pas aux États de le faire, mais à nous communauté universitaire ».

